# Retraites : la posture sécuritaire d’Emmanuel Macron face au mouvement social

Pour se sortir de la tourmente, le chef de l’Etat met en scène une menace politique contre la démocratie et la République. Un argumentaire déjà utilisé lors de la crise des « gilets jaunes ».



Par Ivanne Trippenbach

Aujourd’hui à 05h18.Lecture 3 min.

Un ancien président de la République observe son successeur, mercredi 22 mars, apparaître sur l’écran à l’heure du déjeuner, au journal télévisé de TF1 et France 2. Alors qu’Emmanuel Macron parle aux Français pour tenter de s’extraire de la crise, aggravée après l’adoption de la réforme des retraites par 49.3, François Hollande songe que « ça ne risque pas d’apaiser ». Depuis le jardin d’hiver de l’Elysée, le chef de l’Etat clive. Jusqu’à dépeindre une menace portée aux institutions et à la démocratie. « Il y a des légitimités qui existent », sermonne-t-il, au premier rang desquelles celle du président de la République. « On ne peut accepter ni les factieux, ni les factions », lâche-t-il avec les mots qu’il employait au temps de la crise des « gilets jaunes », en concevant des groupes violents ou qui rêveraient de renverser le régime.

Lire aussi :

Réforme des retraites : malgré de vives contestations, Emmanuel Macron reste droit dans ses bottes

Comme la veille devant les élus de sa majorité, Emmanuel Macron s’affirme garant de « l’ordre républicain » face au chaos. Alors qu’éclataient des incidents en marge de manifestations partout en France, le chef de l’Etat désignait mardi « la foule », dont il conteste la « légitimité », par opposition au « peuple qui s’exprime souverain à travers les élus ». La formule a aussitôt électrisé ses adversaires. Et provoqué le malaise de son principal allié, François Bayrou, qui trouve le mot excessif et décrit un « mur de verre » rompant le dialogue « entre les pouvoirs officiels et les citoyens de base ».

Derrière les murs épais de l’Elysée, Emmanuel Macron poursuit ; il désigne mercredi une minorité de « groupes » qui« utilisent l’extrême violence pour agresser des élus » ou manifestent « sans règles ». « Alors là, ce n’est plus la République », tranche net le chef de l’Etat. Au mouvement social porté par les actifs dans une « ambiance de “gilets jaunes” », note-t-on à Matignon, s’adjoignent des « jeux du chat et de la souris » urbains, faits de feux, de dégradations et de tensions entre de jeunes manifestants plus politisés et les forces de l’ordre. Un adversaire désigné dans une contre-offensive présidentielle au parfum sécuritaire, plus facile à discréditer qu’une majorité de Français.

Mais le tableau d’une République défiée contraste avec les innombrables vidéos capturées au smartphone, qui circulent librement sur les réseaux sociaux et donnent à voir des brigades mobiles matraquer des manifestants non violents. Aucune allusion, aucun mot au cours de l’interview n’est prononcé pour décourager les violences policières et appeler les forces de l’ordre au discernement, malgré près de 300 arrestations abusives à Paris. Un ingénieur de 26 ans, qui prenait des photos dans la manifestation jeudi 16 mars, a reçu un coup de matraque alors qu’il se trouvait au sol ; il s’est vu amputé d’un testicule.

Lire aussi :

Après la vague d’interpellations de manifestants contre la réforme des retraites, avocats et associations dénoncent des « violences » et des « détournements de procédure »

## L’ordre républicain érigé en « cap »

Forçant le trait, le chef de l’Etat agite comme repoussoir l’assaut du Capitole par les partisans radicalisés de Donald Trump ou l’invasion des lieux de pouvoir brésiliens par ceux de Jair Bolsonaro – deux tentatives de coup d’Etat fracassées sur les institutions démocratiques. Il évoque « l’extrême violence en Allemagne, aux Pays-Bas ou parfois par le passé chez nous », dans une allusion voilée à la crise du 6 février 1934 et ses ligues d’extrême droite qui avaient ensanglanté la place de la Concorde. Une double référence, murmure-t-on à l’Elysée, qui vise aussi les héritiers d’Hébert et Marat, tenants de la Terreur sous la Révolution.

Newsletter « Politique » Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l’actualité politique S’inscrireNewsletter « Politique » Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l’actualité politique S’inscrireNewsletter « Politique » Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l’actualité politique S’inscrire

Depuis lundi, le gouvernement hausse le ton dans un débat qu’il se gardait d’alimenter. Légaliste, il se place du côté de la démocratie politique, quand syndicats et oppositions l’accusent de trahir l’opinion majoritaire et la démocratie sociale. En guise de réponse phare, Emmanuel Macron invoque l’onction du scrutin présidentiel de 2022, lui qui a exclu pour l’heure remaniement, dissolution et référendum. « Mais peut-on avoir raison seul contre les autres ? », l’interroge le journaliste de France 2. Oui, balaie en substance le président de la République, dans un « système démocratique où les élections ne sont pas très tardives ». Un écho à sa défense d’une réforme « démocratiquement validée », au premier jour de la mobilisation, le 19 janvier, comme si le cours des événements n’était en rien modifié.

Rare inflexion, le chef de l’Etat a érigé l’ordre républicain en « cap », devant l’école, la santé et l’écologie qu’il citait en priorité avant de réformer les retraites. Une réponse régalienne à une colère avant tout sociale, s’étonne-t-on jusqu’au ministère de l’intérieur. S’il dit écouter la « colère légitime », Emmanuel Macron l’interprète au prisme de sa politique de plein-emploi, sans reculer sur sa réforme ni changer ses « fondamentaux ».

A la veille d’une neuvième journée d’action syndicale, il cabre Laurent Berger, se privant d’un précieux allié face au désordre et aux « factieux » que le patron de la CFDT ne rechignait pas jadis à dénoncer. La « vraie crainte », a livré Elisabeth Borne à ses ministres, est qu’un incident grave finisse par survenir dans la rue, qui rejaillirait en boomerang contre le pouvoir. « S’il faut endosser l’impopularité aujourd’hui, je l’endosserai », a prévenu le président de la République. Seul contre les autres.

Ivanne Trippenbach